



LA REVUE DES LIVRES

Chronique bibliographique sous la responsabilité de Daniel Bach, avec la collaboration de Daniel Bourmaud, Jean-Louis Chaleard, François Constantin, Jean Copans, Dominique Darbon, Djibrin Ibrahim, J. Achille Mbembe, René Otaeyek, Jean-Luc Piermay, Patrick Quantin.

BOCKEL (A.) (trad.) — **Commonwealth : vers une solution négociée en Afrique du Sud.** — Paris, L'Harmattan, 1989, 189 p.

Cet ouvrage, traduit et préfacé par A. Bockel, met à la disposition du public francophone le rapport rédigé par le groupe des sages du Commonwealth à la suite d'une mission de bons offices réalisée sur mandat du Commonwealth de février à mai 1986.

Un document fondamental pour comprendre la situation actuelle en Afrique du Sud car il fournit une analyse très détaillée tant de la société civile que des organisations politiques et de leurs choix. [D.D.]

BURDETTE (Marcia M.) — **Zambia Between Two Worlds.** — Boulder, Westview Press, 1988, 210 p. (Profiles — Nations of Contemporary Africa).

Voici un nouveau titre tout à fait convenable de la célèbre série monographique. La taille modeste de ces ouvrages les rend accessibles ; la compétence

des auteurs en fait (du moins pour ceux que j'ai lus, *Sénégal* et *Kenya*) des ouvrages de référence. Le plan est évidemment assez immuable (histoire, sociétés, économie et politique, relations internationales) mais la spécialisation de l'auteur leur donne une coloration plus ou moins marquée. M. Burdette est une spécialiste de *l'économie politique* et notamment de l'industrialisation et des ressources minières, ce qui permet de comprendre la Zambie du « bon » côté.

L'auteur n'est pas sans humour puisqu'elle explique qu'observer la Zambie depuis l'indépendance, c'est un peu comme voir un ami qui est buveur devenir alcoolique ! (p. 160). C'est pourquoi, les deux tiers de l'ouvrage sont consacrés à la vie politique et économique, nationale et internationale. L'analyse de la montée en puissance de la classe gouvernante (la classe dirigeante étant étrangère), des conflits internes aux groupes au pouvoir (politiciens, technocrates et fonctionnaires), des enracinements ethniques (M. Burdette explique fort bien les divers recours ethniques, tribaux et tribalistes), de la logique de la corruption et, enfin, du rôle de Kenneth Kaunda (réélu fin 1988 président de la République) est bien menée, à la fois aux plans sociologique et politique. Le compromis qui

permet le maintien des groupes au pouvoir est fondé, et le reste, sur la marginalisation des masses rurales et un faible intérêt pour l'agriculture.

L'examen du déclin économique est bien détaillé et périodisé (1973-1975 ; 1975-1980 ; 1981-1985) : la crise fiscale, les conflits internes, les oppositions ouvrières et estudiantines sont passés en revue. La désindustrialisation peut mener à la dénationalisation et donc à un approfondissement de la dépendance malgré toute la rhétorique socialiste et humaniste de Kaunda. D'après l'auteur, la « colle sociale » qui a tenu la société zambienne pendant vingt ans est en train de céder. C'est pourquoi la tendance semble être de plus en plus grande de se réfugier en quelque sorte dans la politique internationale.

Le dernier chapitre sur cette question est excellent. On retiendra surtout l'analyse des politiques régionales, notamment avec les autres pays de la ligne de front ou l'Afrique du Sud. Les « principes » de Kaunda sont loin d'être évidents, de nombreuses pratiques secrètes prouvant que l'intérêt bien compris de la Zambie passe la plupart du temps avant toute chose. Burdette est par ailleurs très sceptique sur le rôle moteur des regroupements économiques régionaux comme la SADCC ou la ZEP (Zone d'échange préférentielle). L'analyse des volte-face zambiennes à l'égard du FMI ou de la Banque mondiale est tout aussi instructive.

L'auteur ne cache pas son pessimisme dans sa conclusion qui décrit la Zambie comme plus dépendante, plus endettée et moins libre de ses choix. Même les politiques d'un réaffermissement de l'agriculture semblent par avance vouées à l'échec : la classe gouvernante, et le président en tête, semblent incapables de proposer des réformes sérieuses ; les mauvaises habitudes gardent le dessus. Les militaires semblent pour le moment en dehors de toute tentative déstabilisatrice.

Certes, ces conclusions pourraient s'appliquer à de nombreux autres États africains, mais M. Burdette nous a bien démontré en quoi la configuration sociale et économique-politique zam-

bienne est spécifique. C'est là l'essentiel d'un ouvrage qui, terminé fin 1985, tient toujours ses constatations et ses prévisions en 1989. [J.C.]

BURGAT (François) — L'islamisme au Maghreb. La voix du Sud. — Paris, Karthala, 1988, 304 p.

Par-delà le Maghreb, l'ouvrage de F. Burgat intéressera tous ceux qui, travaillant sur l'islam au sud du Sahara, scrutent l'émergence, là, d'un islam « politique ». A la suite des travaux de B. Étienne et d'autres sur le radicalisme islamique, l'auteur nous convie à une sorte de « voyage à l'intérieur de l'islamisme ». Son propos — novateur — est de donner la parole aux acteurs de cette résurgence islamique, d'où le sous-titre du livre, « la voix du Sud ».

Les témoignages qui nous sont ainsi livrés restituent la démarche islamiste telle qu'elle est et se veut, et non telle que la perçoit le regard occidental. Enfant naturel de l'aventure coloniale, elle est, nous dit F. Burgat, tentative de conciliation entre les codes culturels des sociétés islamiques et la modernité occidentale.

A l'appui de sa thèse, l'auteur décrypte la parole islamiste en Algérie, en Libye et au Maroc, en s'arrêtant plus longuement cependant sur le cas tunisien dont il est un fin connaisseur. Au terme de ce survol dont le moindre des mérites n'est pas de tordre définitivement le cou à quelques idées reçues sur l'islam, F. Burgat conclut sur une note que d'aucuns trouveront exagérément optimiste, lorsqu'il laisse entendre que l'islamisme peut être la réponse à la crise que connaissent les sociétés du Maghreb. Dès lors, doit-on interpréter le sous-titre de son ouvrage comme un subtil jeu de mots et penser que par « voix », il faut aussi comprendre « voie » ? [R.O.]

FREUD (Claude) — **Quelle coopération ? Un bilan de l'aide au développement.** — Paris, Karthala, 1988, 270 p.

En Afrique, « la coopération française a pris un profil bas car elle n'a pas les moyens de sa politique d'hégémonie » affirme d'emblée l'auteur (p. 6), avant de décrire successivement la fin du « pacte colonial », le maquis des institutions de la coopération et le taux de retour des aides apportées (« coopération et charité ne font pas bon ménage ») ; ne sont pas oubliées les « cohortes d'assistants techniques » à propos desquels C. Freud se livre à un exercice taxinomique impitoyable qu'il semble toutefois moins enclin à appliquer à l'analyse de l'administration centrale. La seconde partie de l'ouvrage, consacrée à la présentation des aides-projets de la coopération, s'appuie sur des études de cas dans les secteurs du coton, de l'arachide, du riz et de l'industrialisation. L'auteur conclut à l'échec des tentatives d'accentuation de l'extraversion et de développement d'un secteur d'import-substitution. Devant l'épuisement des modèles de croissance des années soixante, il préconise, outre l'allègement de la dette des pays africains, le retour aux mécanismes protectionnistes en vigueur jusqu'à la fin des années soixante : interventions sur le marché, accords-produits, paiements compensatoires et garanties d'enlèvement et de prix sont les solutions d'avenir préconisées par un auteur qui ne cache pas ses regrets devant l'abandon de la politique des « surprises » en vigueur durant la période coloniale. La coopération française, elle, a besoin — mais on s'en doutait déjà — de réformes « drastiques » qui passent par un regroupement des structures existantes sous l'égide du ministère des Affaires étrangères. Le mérite de l'ouvrage est de s'appuyer sur les études inédites réalisées par le ministère de la Coopération. De ce fait, seuls les rapports avec les pays « du champ » sont traités ; on regrette l'approche sommaire de certains thèmes (rôle et activité des ONG, recherche, enseigne-

ment) et l'absence de toute référence aux politiques d'aide d'autres donateurs. [D.B.]

HAYWARD (Fred M.) (ed.) — **Elections in Independent Africa.** — Boulder and London, Westview Press, 1987, 318 p.

Il s'agit des élections dans huit pays africains : Botswana, Ghana, Kenya, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Zaïre. Dans certains, le processus électoral s'est avéré relativement stable au fil des années. Les autres offrent un large éventail de solutions politiques allant de la démocratie parlementaire à la dictature militaire. Chaque cas, étudié dans son contexte, fournit autant de matériaux pour des tentatives de comparaisons. Cependant, les auteurs ont évité de généraliser ou de systématiser. Ils s'attachent à montrer qu'il n'existe pas un « modèle africain » d'élection mais des utilisations plus ou moins institutionnalisées du recours au suffrage populaire. Pas d'exemple d'implantation parfaite car les situations les plus proches du modèle pluraliste occidental — Sierra Leone, Botswana, voire Sénégal — présentent d'évidentes anomalies. Pas d'échec total non plus puisque l'appel à la légitimation par le vote finit toujours par faire son apparition cyclique ; que ce soit dans la succession des régimes civils et militaires au Nigeria ou, de manière bien différente, au sein du processus autocratique zaïrois.

L'un des thèmes récurrents de ces études de cas est donc la légitimité des élites au pouvoir plus que celle des régimes. Dans la plupart des situations, cette légitimité est le seul enjeu de l'élection. Il n'est pas question, pour les citoyens, de choisir entre des programmes. Ceci explique le succès du modèle assez répandu des élections « semi-compétitives » laissant la possibilité d'exprimer une préférence pour tel ou tel candidat d'un parti unique. Et là où le multipartisme est autorisé

(Sénégal ou Botswana, par exemple), la domination du parti au pouvoir exclut les risques d'alternance ou bien des coups d'États militaires mettent fin à l'expérience (Sierra Leone en 1967-1968).

Cette tendance à la restriction de la compétition politique au sein de groupes restreints renvoie aux stratégies des élites dans des systèmes à ressources limitées. Ainsi que le rappelle F.M. Hayward et que le démontre plus particulièrement N. Chazan dans le chapitre consacré au Ghana, « la prospérité des élites politiques africaines, à bien des égards, est étroitement dépendante de l'État ». A la marge, là où le jeu électoral s'avère suffisamment ouvert, les masses conservent la possibilité d'influer sur le sort des membres de l'élite et d'imposer, comme au Kenya ou en Tanzanie, une importante circulation au niveau des parlementaires.

Quand elle fonctionne, la compétition électorale n'affecte le plus souvent que la périphérie du pouvoir : le niveau local proprement dit ou les postes les moins proches du contrôle suprême de l'État. La présidence n'est pour ainsi dire jamais soumise au processus électoral. Dans ces conditions, les entreprises d'opposition, formelles ou informelles, sont la plupart du temps vouées à l'échec, avec toutes les conséquences que cela comporte quant à l'information et l'encadrement des masses.

Malgré tout, l'ouvrage présenté par F.M. Hayward milite pour une continuation de l'intérêt porté aux élections en Afrique. La qualité des monographies qu'il renferme justifie son appel. Souhaitons avec lui que « l'étude d'élections dans des contextes moins ouverts et moins démocratiques que ceux qui dérivent des théories classiques contribue à ouvrir de nouvelles perspectives et suggèrent des approches différentes qui aideront à fonder les bases d'une théorie élargie des élections ». [P.Q.]

ILIFFE (John) — **The African Poor. A History.** — Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 387 pages, bibl. + index.

Fort curieusement, voici un livre auquel la critique africaniste n'a pas ménagé ses louanges. Pourtant, le premier jet d'enthousiasme passé, on se rend compte, tout au long des pages, qu'Illiffe a de la peine à emporter la conviction du lecteur exigeant. Il y a quelque chose de « rafistolé » dans cette « histoire des pauvres Noirs », au demeurant bien documentée. A commencer par le titre lui-même : merveille d'ambiguïté et de confusion. S'agit-il des « pauvres en Afrique » ou des « pauvres Africains » ?

L'auteur ouvre ce bal des souffreteux par l'Éthiopie. Non pas parce qu'aujourd'hui encore, elle se trouve sur la ligne de front de la mendicité internationale (famine, guerre civile et autoritarisme obligeant !) Mais, du fait — discuté — que ce vieil empire croulant fut également chrétien. Et que le christianisme, y compris sous sa version coptique, peut être interprété comme une *modalité* particulière d'administration de la charité et de prise en charge de l'indigence. L'auteur ayant pris le parti de nous introduire à l'univers des infortunés d'Afrique à partir du registre monothéiste, le deuxième chapitre est, naturellement, consacré à ce qu'il appelle « la tradition islamique ». Du contraste entre ces deux territoires religieux et culturels, Illiffe ne dégage que de plates similitudes (p. 47). Le troisième chapitre consacré aux rapports entre pauvreté et pouvoir concerne les sociétés précoloniales situées en marge des courants islamo-chrétiens. On n'en apprend rien qu'on ne sût à l'avance. Le reste des développements concerne les sociétés pastorales, les Ibo et les Yoruba, l'Afrique du Sud entre 1886 et 1948, la colonisation (villes et campagnes) et la période post-coloniale.

L'ambition d'Illiffe est de pourvoir les nombreuses études sur la pauvreté en Afrique d'un support historique. Il assume que la splendeur du continent

noir réside, dans une large mesure, dans une histoire de souffrances, qu'il s'agisse de la lutte quotidienne des gens du commun contre les forces de la nature ou de leurs efforts pour vaincre la cruauté d'autres hommes. Dans les faits, l'auteur se contente de poser au matériau qu'il a pu rassembler des questions empruntées aux études européennes sur le phénomène de la pauvreté (qui sont les pauvres ? combien sont-ils ? qu'est-ce qui les caractérise ? où vivent-ils ? pourquoi sont-ils pauvres ? que pensent-ils de leur état et que font-ils pour en sortir ? que pense d'eux la société tout entière et comment s'organise-t-elle pour les prendre en charge ?). Il s'entête à vouloir retrouver, à tout prix, chez les Noirs d'Afrique, les formes de prise en charge de la pauvreté telles qu'elles existent en Europe. Dans ce sens, ses velléités comparatives tournent court, et avec raison. Comparé aux travaux d'historiens comme Mollat ou Gerekem, le résultat est particulièrement maigre et décevant.

Le contraire eut été étonnant, puisque Iliffe refuse de s'engager dans une définition précise des concepts qu'il utilise, et qu'il réduit le phénomène de la pauvreté à ce qu'il appelle « sa dimension physique ». Dans la mesure où la pauvreté est aussi bien une catégorie économique qu'une construction culturelle et « morale », elle renvoie nécessairement à une idée de la « communauté », de la « personne » et de son rapport à l'accumulation et à l'exploitation. Ces renvois anthropologiques sont importants, au même titre que les renvois à la production matérielle de l'inégalité. Or, Iliffe ne fait attention ni aux uns, ni aux autres. Au contraire, il se contente de nous offrir une espèce d'« ethnographie » pseudo-historique de la pauvreté qui ne rompt pas vraiment avec le misérabilisme ambiant lorsqu'il s'agit de l'Afrique contemporaine. [J.A.M.]

KAGABO (José Hamim) — **L'islam et les « Swahili » du Rwanda.** — Paris, Éditions de l'EHESS, 1988, 276 p. (Recherches d'histoire et de sciences sociales, 32).

Ceux qui gravitent autour des problèmes d'islam et société en Afrique connaissent J. Kagabo et son intérêt pour l'étude des marches de l'islam que constitue l'Afrique des Grands Lacs. Son expérience de terrain, constamment renouvelée et suffisamment extensive, sa parfaite maîtrise du kiswahili (pour ne pas parler du kinyarwanda) lui ont permis d'acquérir un savoir remarquable qu'à vrai dire il préfère distiller en forme de narrations orales plutôt qu'en prose écrite. Ceci rend particulièrement attentif à chacune de ses publications. Ici, il s'agit en fait d'une œuvre « de jeunesse », à savoir une version remaniée de sa thèse d'ethnologie soutenue à l'EHESS en 1982. On y retrouve donc certains effets formels propres à ce genre d'exercice, encore que l'auteur sache se défier des jargonneries protothéoriques qui ne durent parfois que le temps d'une soutenance. Il reste toutefois un recours abondant aux citations et aux références en bas de page, ce qui ne doit pas surprendre s'agissant d'une investigation à caractère historique : c'est de la pénétration de l'islam au Rwanda qu'il est question, illustrée par une série d'histoires de vie. Et il faut souligner que J. Kagabo a un réel talent de narrateur, ce qui rend la lecture agréable, sinon captivante.

L'appellation « swahili » mérite bien les guillemets et l'auteur s'en explique ; déjà aléatoire dans son terroir côtier originel, elle devient hautement symbolique lorsque l'on s'en éloigne, et le chapitre 3 apporte des éléments essentiels dans le débat théorique sur l'identité. La batterie de biographies qui vient illustrer le propos permet de donner une représentation vivante du vécu de la condition musulmane. Ce sont des vies de gens ordinaires (ou presque) qui narrent une islamité au quotidien, c'est-à-dire banalement chaotique. Les principaux ingrédients de

l'enquête ethnologique sont livrés (éducation, mariage, réseaux de parenté, pratiques médicales et religieuses, rituels et festivités, activités professionnelles) en toute simplicité. Trop modeste, l'auteur s'efface derrière ses témoins et prétexte du caractère nécessairement partiel de son investigation pour réduire au strict minimum ses propres commentaires et se refuser de reconstruire les témoignages suivant les canons thématiques de l'ethnologie académique. Au moment de l'analyse, il reste encore tributaire de ses informateurs, des représentations qu'ils ont exprimées, de son regard immédiat sur le terrain. Et c'est à regret que l'on constate que l'on en est resté en 1982 (même la bibliographie n'a pas été mise à jour), surtout sachant que l'auteur aurait pu sans peine aller jusqu'au bout de l'actualisation de son sujet. Car aujourd'hui, même ultra-minoritaires, ces musulmans ne sont pas des marginaux comme les autres. La suite est donc attendue avec impatience. [F.C.]

MARTIN (Denis-Constant) — **Tanzanie : L'invention d'une culture politique.** — Paris, Presses de la FNSP, Karthala, 1988, 318 pages.

La Tanzanie n'a jamais engendré l'indifférence. Le modèle tanzanien, comme on disait à une époque, ne laissait que peu de place à l'observation distanciée. Sommé d'opter entre acquiescement et condamnation, l'analyste devait se situer. D.-C. Martin a au contraire érigé la nuance en principe, dans le jugement comme dans la démarche. « Même lorsqu'on ne peut éviter la catégorisation, il faut se souvenir qu'elle est une contrainte de l'écriture, des aplatissements auxquels elle oblige, plutôt qu'un reflet des réalités toujours mouvantes, toujours plurielles, toujours bigarrées » (p. 186).

Cette exigence de ne pas émasculer une réalité nécessairement complexe permet à l'auteur de dresser un por-

trait tout à fait singulier de la Tanzanie. Certes, le pays ne se caractérise pas par une grande originalité formelle. Le parti unique, la centralisation administrative, le quasi-monopole économique de l'État rappellent des situations déjà vues chez des voisins, proches ou lointains. Cet État qui vit en particulier de l'extraction du surplus agricole (p. 126) n'est pas pour autant chargé de tous les maux. L'auteur rappelle avec pertinence ses fonctions de redistribution et les progrès remarquables accomplis dans les domaines de l'éducation et de la santé (p. 129 et 155). Mais surtout, l'apparente uniformité institutionnelle ne doit pas masquer la diversité conflictuelle et la richesse des pratiques. Les élections sont un lieu de pluralisme, d'autant plus que la participation n'est pas contrainte ; l'adhésion mais aussi les réserves à l'égard du système politique s'y expriment sans ambiguïté (p. 162). Les tentatives de contrôle politique et économique sont détournées ou contournées, du processus électoral au syndicalisme en passant par la transformation de fait des représentants locaux de l'État central (les balozi) en juges de paix. Même l'économie offre des opportunités d'innovation, qu'il s'agisse de l'économie populaire spontanée (p. 177-178) ou du repli sur l'autosubsistance dans le secteur agricole.

Toutefois, c'est à travers sa culture que la Tanzanie offre son véritable visage. Déplaçant l'investigation du domaine trop strictement économique ou institutionnel, l'auteur s'attache à démonter l'entreprise de construction d'un « homme nouveau » (p. 181) qui caractérise le régime de Dar es Salaam. Certes le projet n'est pas neuf. Mais dans le cas tanzanien, il témoigne d'un processus profondément ancré. La tentative d'orienter le développement de la société, de promouvoir l'égalité par la maîtrise de l'économie, de contrôler le procès de stratification sociale ne prend de sens que dans la mesure où elle s'appuie sur une stratégie culturelle qui intègre les contradictions économiques et sociales sans pour autant les détruire. L'Ujamaa n'est pas un système, mais une « utopie dynami-

que » (chap. 2) qui doit mobiliser les énergies pour transformer la société par l'action. Ce n'est pas le stade terminal d'une révolution, mais le moteur de celle-ci. On comprend mieux dès lors comment se combinent les ingrédients symboliques, économiques et sociaux, apparemment antagoniques mais assimilés et sans cesse remodelés par une idéologie officielle qui, simultanément, s'imprègne de la mixité culturelle de la société tanzanienne (chap. 13). Ce mouvement de maîtrise du futur sans renier les valeurs et les pesanteurs du passé culmine dans la langue swahili qui unifie la communication tout en respectant totalement l'authenticité tanzanienne par sa faculté de symboliser (p. 241). Au fond, la Tanzanie correspond à une formidable entreprise de symbiose des oppositions de toute nature pour assurer le bien-être du plus grand nombre. Les limites en sont connues, et les transformations récentes des années quatre-vingt semblent constituer des reculs et des concessions au libéralisme ambiant. En voulant éviter des inégalités prononcées au nom d'une éthique de la justice n'a-t-on pas obéré les possibilités de croissance et donc de développement économique ? Certes, comme l'écrit l'auteur, « derrière de médiocres résultats statistiques, certaines fonctions sociales essentielles sont remplies » (p. 277). Tout le problème est de savoir s'il n'arrive pas un moment où la médiocrité des chiffres se révèle dysfonctionnelle socialement. [D.B.]

MBUYNGA (Elena) — **Tribalisme et problème national en Afrique noire. Le cas du Kamerun.** — Paris, L'Harmattan, 1989, 350 pages.

L'auteur de ce *factum* est un opposant à tous les régimes politiques qui se sont succédés au Cameroun depuis 1960. Il est l'un des dirigeants de l'une des innombrables factions qui, à intervalles réguliers, se disputent l'héritage

du mouvement nationaliste, fondé en 1948, sous l'appellation d'Union des populations du Cameroun. L'ouvrage lui-même est une interminable diatribe, dont l'aigreur du propos, le ton injurieux et la raideur de la démarche cachent mal le simplisme des opinions défendues. A ne lire que si l'on s'intéresse (mais qui s'y intéresse encore !) aux acclimatations tropicales de cette espèce en voie de disparition qu'est la langue de bois albanostalinienne. [J.A.M.]

MEYNS (Peter), NABUDERE (Dani W.) (éd.) — **Democracy and the One-Party-State in Africa.** — Hamburg, Institut für Afrika Kunde, 1989, 304 p.

Dans cet ouvrage qui regroupe les contributions présentées lors d'un colloque organisé en 1986, la réflexion a été organisée, autour de l'un des leit-motifs des études africaines : pourquoi le parti unique s'impose-t-il comme modèle dominant ?

Si la tendance est évidente, les explications « généralisantes » n'en demeurent pas moins d'un faible secours : qu'il s'agisse du rappel — à des fins de justification idéologique — d'une forme traditionnelle de démocratie « africaine » basée sur la discussion et le consensus ou encore de l'évocation de la détérioration de la situation économique depuis les années soixante et de la recherche de l'unité nationale et de la stabilité... Tout cela fait partie d'un arrière-plan commun que les deux premiers chapitres de l'ouvrage s'appliquent à brosser. L'intérêt des travaux présentés réside surtout dans les études de cas. Le ton des propos s'accorde avec le pragmatisme et laisse toutes ses chances à la défense — on serait tenté de dire : à un procès honnête — du parti unique sans pour autant sombrer dans la complaisance. Cas par cas, les auteurs montrent la difficulté d'extraire le processus partisan de l'histoire des sociétés africaines et des luttes pour l'indépendance. Les

organisations politiques ayant eu pour but de contester l'administration coloniale ont précédé l'existence de l'État. L'accès à l'indépendance les conduit à se confondre avec l'État et la recherche de l'unité nationale a appelé à son tour le parti unique. Dans ce scénario, le multipartisme est présenté comme un recours condamné d'avance, et particulièrement dans les pays, assez nombreux, où il constitue la première expérience suivant l'indépendance.

Ce cas de figure est bien illustré par le passage au parti unique sous Siaka Stevens (1968-1985) en Sierra Leone alors que ce pays avait fourni l'un des rares exemples d'alternance sur le continent. La direction très personnelle de Nkrumah au Ghana montre comment le parti unique s'est imposé de fait avant d'être entériné « *de jure* ». De même, l'Ouganda sous Obote a renforcé l'image d'un nationalisme populiste qui tirait avantage de la faiblesse des organisations de masse pour asseoir la position d'une classe dirigeante recourant à la coercition et à la corruption sur fond de patronage et de clientélisme. A propos du Burkina Faso entre 1983 et 1987, Guy Martin décrit comment la tentative d'inspiration toute militaire (stricte hiérarchie et secret) d'un système pouvant être défini comme « *no-party state* » à évolué néanmoins vers la création d'un parti unique.

Le propos de l'ouvrage n'est cependant pas de réduire la logique de l'État-parti unique à sa seule dérive autoritaire. Les expériences de systèmes semi-compétitifs y sont abondamment décrites : Tanzanie, Kenya ou Zambie, par exemple. Enfin, et faute de citer toutes les contributions, il convient de signaler la comparaison tentée par P. Meyns entre l'évolution vers le parti unique des deux pays voisins que sont la Zambie et le Zimbabwe. L'exercice est avancé avec prudence par son auteur : « *Il va sans dire que de telles comparaisons ne sont pas toujours très populaires — après tout, qui accepterait par avance un triste futur quand il reste encore du temps pour changer les cours des choses.* » En tous cas, le lecteur ne

pourra que regretter que cette ambition comparativiste n'ait pas été imposée à l'ensemble du recueil. [P.Q.]

POURTIER (Roland) — **Le Gabon. Tome I : Espace-Histoire-Société. Tome II : État et développement.** — Paris, L'Harmattan, 1989, 254 + 351 p.

Roland Pourtier, qui a vécu et effectué de longues recherches au Gabon, nous propose une passionnante réflexion sur une situation extrême quant à la dynamique du développement. Pays riche, grâce à la rente que procurent l'okoume, le manganèse, l'uranium et surtout le pétrole, le Gabon est aux prises avec le manque des hommes. L'étude de ce cas permet donc d'envisager les contraintes de l'« étendue » — surface physique — sur les sociétés humaines qui le transforment en « espace » par des processus de socialisation.

Le « vide » — relatif — apparaît comme une constante de l'histoire, une contrainte avec laquelle tous ont dû compter : explorateurs confrontés aux distances et à la grande forêt, administrateurs coloniaux chargés de transformer l'étendue en idée, et avant eux les sociétés autochtones. Pour ces dernières, le « vide » contribuait à surmonter les conflits internes en permettant un encadrement lâche, en donnant aux groupes antagonistes la possibilité de se séparer. L'espace était fluide : les liens de parenté l'emportaient sur la notion de territoire.

Sur cette organisation lâche, l'État a plaqué des cadres nouveaux et, en même temps, réorganisé l'espace. Il a re-nommé les lieux, remodelé la société, et d'abord par l'impôt. La politique de regroupement des villages et le phénomène d'urbanisation ont conduit une formidable rétraction du « Gabon utile ». L'identification de l'espace « Gabon » a été renforcée par la généralisation d'une économie de prélèvement, forme d'économie permise par l'étendue et la présence de richesses

que l'homme ne se préoccupe pas de renouveler. Présente depuis les origines de la « mise en valeur », elle dégage aujourd'hui une rente importante qui sert avant tout à affermir l'État et l'image que celui-ci veut donner de lui. « La rente s'est convertie en ville » et en infrastructures de communication, et surtout au profit des salariés du secteur public et de leurs clientèles. En contre-partie, dans un espace rural oublié et déserté, l'agriculture villageoise exsangue meurt, remplacée de manière peu efficace par des programmes agro-industriels sur-dimensionnés, mais néanmoins rémunérateurs pour leurs commanditaires citadins.

Véritable défi aux politiques comme aux techniciens, le « vide » permet pourtant le fonctionnement du système, puisque la richesse est répartie entre peu d'hommes. Mais l'équilibre du système suppose le maintien de la rente à un haut niveau, tandis que les dernières années ont montré la gravité des conséquences d'une situation, entièrement dépendante de l'extérieur.

Par des chemins souvent inhabituels, ce travail, long mais clair, rigoureux, précis et en définitive captivant, rassemble des données d'origines diverses dans une perspective géographique novatrice. Il apparaît comme l'héritier de cette œuvre monumentale que Gilles Sautter consacra au « sous-peuplement » du Congo et du Gabon. Il est aussi réflexion sur les sciences humaines, analysant les rapports du couple étendue — espace, et abordant l'influence que peut avoir l'espace sur la société des hommes (et non seulement l'inverse). Précisons enfin que la richesse de la démonstration permet de dépasser la question d'une éventuelle condamnation du système gabonais : un projet de développement (qui n'existe pas actuellement) ne suppose-t-il pas qu'existent au préalable des solidarités entre ceux qui sont en charge de l'appliquer ? [J.-L.P.]

REQUIER-DESJARDINS (Denis) — **L'Alimentation en Afrique. Manger ce qu'on peut produire.** — Paris/Abidjan, Karthala/Pusaf, 1989, 169 p.

Les études sur la consommation alimentaire se développent depuis quelques années en Afrique tropicale mais elles restent encore peu nombreuses. C'est à ce titre d'abord que l'on peut saluer la parution du livre de D. Requier-Desjardins.

L'étude s'appuie sur une analyse de cas, celui de la Côte d'Ivoire, et part d'une interrogation sur les fondements de la crise alimentaire qui affecte l'Afrique depuis plusieurs décennies.

Dans une première partie, l'auteur fait une analyse critique de trois approches qui proposent chacune un schéma explicatif d'ensemble. La première, qualifiée de « néo-malthusienne », insiste sur la dégradation du milieu naturel et l'explosion démographique ; la seconde, dite « dépendantiste », met en cause la sujétion néo-coloniale des pays africains ; la troisième, « néolibérale », souligne les erreurs des politiques économiques. Si le propos est parfois réducteur, l'auteur regroupant, comme il le reconnaît lui-même, des pensées très diverses dans un courant identique, cette partie a le mérite de mettre en évidence l'insuffisance des explications générales, qui, s'appuyant sur des phénomènes constatés au niveau continental, construisent des schémas à la logique contestable et simplifient abusivement des situations locales complexes.

A l'inverse de ces démarches, D. Requier-Desjardins part ensuite d'une analyse précise du cas ivoirien, notamment à travers les données de l'enquête Budget-Consommation de 1979 et d'enquêtes menées dans les années 1950 et 1960, pour remettre en cause un certain nombre d'idées trop communément admises. Le texte, extrêmement riche, montre, entre autres choses importantes, que la réponse des consommateurs aux mouvements des prix est variable, la hausse du prix d'un produit n'entraînant pas nécessairement une baisse de sa consommation.

Ensuite, et surtout, il démontre que, contrairement aux affirmations de maints analystes, l'hypothèse du « mimétisme alimentaire », à la fois trop schématique et trop univoque, est loin d'être confirmée en Côte d'Ivoire. En effet, si le modèle alimentaire abidjanais diffère des modèles de consommation ruraux, il convient de souligner la stabilité, sur plus de vingt ans, du poids de certains produits dans l'alimentation des citadins (riz, igname par exemple), et surtout l'attachement des consommateurs urbains à des habitudes alimentaires liées à leur milieu socio-culturel d'origine. La ville apparaît plutôt alors, par certains aspects, « comme un espace de valorisation des préparations alimentaires d'origine locale ».

Ceci conduit à s'intéresser aux relations entre la consommation alimentaire et son environnement social. Parti d'une interrogation d'ordre économique, D. Requier-Desjardins souligne l'intérêt d'une approche plus large, à la fois anthropologique et historique, qui lui permet de faire ressortir les liens entre les pratiques alimentaires, le mode d'urbanisation, la dynamique des productions vivrières et l'appareil de transformation agro-alimentaire.

En dépit d'une lecture parfois difficile, l'ouvrage est passionnant de bout en bout. Assurément, son intérêt principal est de mettre en question un certain nombre de « fausses évidences » et « d'idées reçues » sur l'alimentation en Afrique. En même temps, l'élargissement de la réflexion à d'autres champs disciplinaires permet de s'interroger sur un système d'interrelations qui ouvre des voies fructueuses à la recherche. Pour autant, il est difficile de tirer beaucoup de conclusions qui dépassent le cas ivoirien étudié dans ce livre. C'est pourquoi, on ne peut que souhaiter la multiplication des travaux de ce type en Afrique. [J.-L.C.].

RICARD (Alain) — **Wole Soyinka ou l'ambition démocratique.** — Paris, les Nouvelles éditions africaines, 1988, 80 p., annexe, bibliogr.

Cet essai sur le premier prix Nobel africain est une relecture intéressante de la pratique littéraire et de la philosophie politique de cet « homme vivant ». A. Ricard nous conduit à voir non seulement le génie de l'homme, W. Soyinka, mais aussi les conditions intellectuelles et culturelles qui amènent à la production de la « littérature universelle » en Afrique. En effet, en 1985, W. Soyinka a écrit une pièce (*Requiem for a Futurologist*), critique virulente des faux prophètes en Afrique. Heureusement, un vrai prophète a été reconnu et consacré une année plus tard par le prix Nobel.

A. Ricard, qui connaît bien Soyinka et son œuvre, nous en rappelle la variété des talents et la diversité des formes d'expression. Il explique fort bien l'absence de néotraditionalisme ou de retour à l'authenticité (si marquée chez les écrivains francophones), dans les œuvres de W. Soyinka et ses frères anglophones. Au Nigeria, la culture traditionnelle n'a jamais été perdue, mais on y ajoute des éléments nouveaux qui sont souvent d'ordre universel.

Le message central de l'œuvre est qu'on trouve chez W. Soyinka une ambition têtue pour la liberté et pour la démocratie. Ses attaques satiriques contre les tyrans Bokassa, Mobutu, Amin, etc. sont très connues. Au Nigeria, ses engagements pour la liberté et le bon sens avant et pendant la guerre civile l'ont conduit en prison. En 1981, W. Soyinka a lancé un avertissement au directeur général de la police nigérienne, lui disant « *L'État, ce n'est pas toi* » (donc, sois moins répressif). Le gouvernement de l'époque ne l'ayant pas écouté, il a répondu par des sketches théâtraux, un disque satirique et des actions politiques qui ont beaucoup contribué à discréditer le régime de l'époque.

Le livre d'A. Ricard n'est toutefois pas très convaincant en ce qui con-

cerne son analyse du rapport entre le politique et la littérature en Afrique. A. Ricard reprend la critique virulente de Soyinka contre la gauche nigériane qui lui reprochait d'être un « Europhile » inaccessible au grand public de son propre pays, à cause de son langage « hautain », voire « dédaigneux », et de l'amalgame qu'il fait entre un Nkrumah panafricaniste et progressiste et un Bokassa, tyran et pro-occidental. W. Soyinka a rétorqué que les *gauchocrats* n'ont pas à lui imposer leurs propres idées. A. Ricard suit là les traces de W. Soyinka et dresse un réquisitoire contre le marxisme, le panafricanisme et le tiers-mondisme et leurs représentants littéraires comme Ngugi Wa Thiong'o et Mango Beti. Mais pourquoi reconnaître à Soyinka un droit d'autonomie littéraire et pas à Ngugi et à Beti ? En outre, est-ce que le débat n'a pas été dépassé par la mutation de la pratique littéraire et politique de W. Soyinka lui-même. Le

prix Nobel a simplifié sa langue et popularisé ses formes artistiques dans les dix dernières années ; il a lancé une troupe « théâtre de guérilla » pour les sketches populaires, a produit un disque de chansons populaires et un film grand public. Sur le plan idéologique aussi, W. Soyinka s'est infléchi sensiblement vers la gauche par le biais de ses satires contre les *unlimited liability companies* du capitalisme sauvage nigérian et par son engagement personnel dans un parti de gauche, le *Peoples Redemption Party*, dont il fut le directeur adjoint à l'organisation politique.

Certes, le marxisme vulgaire est absent chez W. Soyinka, mais ses pratiques littéraires et ses engagements politiques, si bien décrits dans cette œuvre, ressemblent fort à ceux d'un activiste de gauche. Raison de plus pour en proposer la lecture aussi bien aux initiés qu'aux non initiés du prix Nobel. [D.I.]